



# ACTE DE CONSTITUTION & STATUTS UNIFA

*Adoptés par l'Assemblée Constitutive du 23 avril 1960, modifiés par Assemblées Générales Extraordinaires les 6 mai 1966, 9 mai 1969, 19 décembre 1973, 14 juin 1986, 23 juin 1990, 23 juin 1992, 16 juin 1993, 16 juin 1994, 9 juillet 1998, 21 juin 2001, 27 juin 2002 et 17 juin 2010.*

## CONSTITUTION

### Article premier

Conformément au dépôt effectué à la Préfecture de la Seine, le 17 juin 1960, sous le n° 12693, il est créé sous la dénomination sociale de :

UNION NATIONALE  
DES INDUSTRIES FRANÇAISES  
DE L'AMEUBLEMENT

un syndicat professionnel, régi par le Code du Travail (livre IV, titre premier), et par les présents statuts.

### Article 2

Sa durée est illimitée.

### Article 3

Son siège est fixé à PARIS, 28 bis, avenue Daumesnil – 75012.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du territoire français, par simple décision du Conseil d'administration.

## OBJET

### Article 4

L'Union Nationale des Industries Françaises de l'Ameublement a pour objet l'exercice de tous les droits et facultés reconnus par la loi aux syndicats professionnels et notamment :

1. d'étudier toutes questions d'ordre professionnel, économique, social et technique, se rapportant aux industries de l'ameublement et à la facture d'orgue à tuyaux ;

2. de réaliser toutes organisations, créer tous établissements, susciter toutes sociétés et groupements qui seraient jugés utiles dans l'intérêt commun des entreprises adhérentes ou des branches, sections et groupes de ces industries, notamment en ce qui concerne la formation professionnelle des cadres, de la maîtrise et de la main-d'œuvre, la promotion sociale, l'accroissement de la productivité et le financement des équipements, l'amélioration de la qualité des fabrications et leur exploitation ;

3. de susciter et de participer à tous concours,

expositions et autres manifestations tendant au développement des activités françaises de l'ameublement et de la facture d'orgue à tuyaux ;

4. d'assurer l'arbitrage des difficultés et litiges d'ordre professionnel, le Comité de Direction étant seul compétent pour connaître des difficultés et litiges soumis. Il apprécie souverainement leur recevabilité et sa décision est définitive ;

5. de veiller à la dignité et au maintien de la loyauté dans les transactions et les rapports confraternels, de lutter contre la concurrence déloyale et la publicité mensongère, d'assainir le marché dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs.

## ADHÉSIONS

### Article 5

1. Pourront faire partie du syndicat :

a - les entreprises fabricant des articles d'ameublement, des orgues à tuyaux et des tuyaux d'orgues dont le siège social ou l'un des établissements de fabrication est situé sur le territoire français ;

b - les entreprises filiales de fabricants étrangers d'articles d'ameublement, d'orgues à tuyaux et de tuyaux d'orgues important des articles d'ameublement, des orgues à tuyaux et des tuyaux d'orgues, et dont le siège social est situé sur le territoire français ;

c - les entreprises éditrices, dont le siège social est situé sur le territoire français, assurant auprès du négoce de l'ameublement la commercialisation des produits pour lesquels elles sont détentrices exclusives des droits attachés à la propriété industrielle et/ou artistique, qui en feront la demande et seront agréées par le Président de l'UNIFA. Le Conseil d'administration validera cette adhésion au cours de sa séance suivant cet agrément.

L'adhésion à l'Union Nationale entraînera ipso facto l'adhésion à la délégation régionale prévue à l'article 14 là où elle aura été constituée et réciproquement.

D'autre part, les entreprises adhérentes seront regroupées en fonction de la nature de leurs activités dans les sections de spécialités professionnelles prévues à l'article 16.

2. En cas de faute grave contre l'honneur, de faillite personnelle, d'incorrection commerciale et, d'une manière générale, de tout acte contraire à la probité commerciale, à l'esprit ou aux buts du Syndicat, le Conseil d'administration pourra prononcer la radiation immédiate, temporaire ou définitive, d'un membre après avoir invité l'intéressé à fournir ses explications. La radiation est prononcée également pour le non paiement de la cotisation ou de la "contribution spéciale" après deux rappels dont le dernier par lettre recommandée.

3. L'admission d'une entreprise appartenant à un groupe est conditionnée à l'adhésion de la totalité des autres entreprises appartenant audit groupe qui sont situées sur le territoire français et qui répondent à l'un des critères définis à l'article 5.1.

De même, la radiation ou la démission d'une entreprise appartenant à un groupe, entraîne la radiation ou la démission d'office de la totalité des entreprises adhérentes du groupe. Sont considérées comme appartenant à un groupe, les entreprises dont les comptes sont consolidés.

4. Les sociétés ne peuvent être représentées au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration que par leur Président, Directeur Général, Directeur Général Délégué, Gérant ou Fondé de Pouvoirs habituel. Les entreprises personnelles y sont représentées par leur propriétaire ou le Fondé de Pouvoirs habituel de ce dernier.

5. Pourront également faire partie du syndicat à titre de membres partenaires les entreprises fournisseurs de l'ameublement dont le siège social ou l'un des établissements est situé sur le territoire français, qui en feront la demande et seront agréées par le Président de l'UNIFA. Le Conseil d'administration validera cette adhésion au cours de sa séance suivant cet agrément.

## **ADMINISTRATION**

### **Article 6**

Le syndicat est administré par un Conseil d'administration comprenant vingt membres au minimum et trente membres au maximum choisis parmi les représentants des entreprises adhérentes.

Le Conseil d'Administration fixe le nombre de postes à pourvoir lors de sa séance précédant chaque élection. Les entreprises adhérentes visées à l'article 5.1.b. et 5.1.c. ne peuvent être représentées que par quatre administrateurs au maximum.

Les Présidents des délégations régionales sont membres de droit du Conseil, leur mandat est soumis à réélection tous les quatre ans. Ils ne peuvent exercer plus de trois mandats consécutifs.

Les autres membres du Conseil sont élus directement par l'Assemblée Générale des entreprises adhérentes et des membres partenaires pour une période de

quatre ans.

Tous les mandats détenus au titre de l'Union sont soumis à réélection tous les quatre ans.

Les candidatures au Conseil d'administration doivent parvenir au moins trente jours avant l'Assemblée Générale au secrétariat de l'UNIFA.

Ne peuvent exercer les fonctions d'administrateurs de l'UNIFA, et d'une manière générale tout poste de responsabilité, que des citoyens français ou des ressortissants de l'Union Européenne, représentants d'entreprises adhérent à l'Union depuis au moins deux ans, tels qu'ils ont été définis à l'article 5 et n'ayant pas atteint l'âge de 75 ans.

La perte de l'une de ces conditions entraîne la démission d'office de l'administrateur concerné.

Le Conseil peut, par ailleurs, prononcer sa démission d'office après avoir constaté une présence effective inférieure à la moitié du nombre de réunions statutaires auxquelles il a été convoqué ou lorsque l'entreprise qu'il représente se trouve en phase de redressement judiciaire.

Son remplacement pour la durée du mandat restant à courir est assuré, dans les trois mois, par la délégation régionale en cause s'il s'agit d'un membre de droit du Conseil d'administration.

Lorsque le mandat d'un administrateur élu est interrompu avant son terme pour quelque cause que ce soit, le Conseil d'administration a la possibilité de procéder à la désignation d'un remplaçant pour la durée restant à courir de ce mandat. L'exercice de ce mandat n'est pas comptabilisé pour l'application de l'alinéa suivant.

Les administrateurs ne peuvent exercer plus de 4 mandats consécutifs.

Les administrateurs et, d'une manière générale, tous les adhérents investis de responsabilités syndicales au titre ou au sein de l'UNIFA, ne peuvent en même temps assurer des responsabilités dans d'autres organisations syndicales sans l'accord préalable du Conseil d'administration.

### **Article 7**

Le Conseil se réunit cinq fois dans l'année. Ce nombre est réduit à quatre lorsque l'Union organise les élections de son Conseil d'administration. II peut être réuni à tout instant, sur convocation du Président ou à l'initiative de la majorité de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des votes exprimés. Chaque membre dispose d'une voix. Celle du Président est prépondérante.

### **Article 8**

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour assurer l'administration du Syndicat, la détermination de la ligne de conduite et la réalisation des initiatives propres à la poursuite de l'objet social. II arrête, dans le cadre des présents statuts, les dispositions du règlement intérieur relatif à l'organisation interne et au fonctionnement des services du Syndicat.

### **Article 9**

Le Conseil élit pour quatre ans dans sa séance de

septembre un Président pris en son sein. Si besoin est, le mandat d'administrateur de ce dernier est prorogé jusqu'à la fin de ses fonctions de Président. Le Président ne peut exercer plus de trois mandats consécutifs.

Le Président a délégation permanente des pouvoirs nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier des services du Syndicat, ouvrir et faire fonctionner tous comptes en banque et aux chèques postaux, recevoir tous versements, donner quittances et décharges, assurer tous règlements, embaucher et débaucher le personnel employé du Syndicat, fixer les salaires et traitements, donner ou prendre à bail.

II représente le Syndicat professionnel en justice, auprès des Pouvoirs Publics et auprès de tous autres organismes professionnels nationaux ou internationaux.

II a la faculté de déléguer ses pouvoirs. II peut se faire assister de tous conseils de son choix, permanents ou occasionnels.

#### **Article 10**

A chaque séance de septembre, le Président présente au Conseil les membres du Comité de direction. Celui-ci a pour tâche d'assister le Président dans l'examen des décisions à prendre et dans la préparation des réunions du Conseil d'administration.

Il est composé de dix membres au maximum parmi lesquels le Conseil d'administration élit :

- un ou deux Vices-Présidents,
- un ou deux Trésoriers.

Le Conseil peut nommer "Président d'Honneur" tout Président dont le mandat est arrivé à expiration.

Celui des anciens présidents ayant reçu le dernier cette distinction sera membre de droit du Comité de direction et du Conseil d'administration de même que les membres fondateurs de l'Union.

En cas de vacance de la Présidence, le Comité de direction reste en fonction pendant une période maximale de trois mois, le Vice-président le plus ancien dans la fonction assurant l'intérim de la présidence.

Dans ce délai et pour la durée du mandat restant à courir, le Conseil d'administration procède à l'élection du nouveau Président qui lui présente les nouveaux membres du Comité de direction.

### **FINANCES ET FONDS SOCIAL**

#### **Article 11**

Sur appel de l'UNIFA, toute entreprise adhérente et tout membre partenaire sont tenus de verser, avant le 30 avril, au siège de l'Union à Paris, une cotisation annuelle calculée en fonction du chiffre d'affaires réalisé.

Pour les membres partenaires, la cotisation est calculée sur le chiffre d'affaires réalisé avec les entreprises de l'ameublement.

La cotisation des entreprises adhérentes appartenant à un même groupe peut être calculée en fonction du chiffre d'affaires consolidé.

Si au 31 mars, les éléments de calcul n'ont pas été adressés au secrétariat de l'Union, l'appel de

cotisation peut être fait sur la base de la dernière cotisation majorée de 10 %.

Le montant de la cotisation minimale est fixé, pour chaque exercice, par le Conseil d'administration en fonction des prévisions.

Le montant de la cotisation maximale due par les membres partenaires est fixé, pour chaque exercice par le Conseil d'Administration.

Outre la cotisation prévue ci-dessus, afin de financer une action exceptionnelle et d'intérêt général pour la Profession, sur proposition du Conseil d'administration, une contribution spéciale pourra être instituée.

L'Assemblée Générale devra approuver l'objet, le montant, la durée et l'assiette de cette contribution dont les adhérents et les membres partenaires auront reçu le texte en même temps que la convocation et les pouvoirs.

Elle sera votée conformément aux dispositions de l'article 18. Le contexte juridique de cette contribution suivra celui de la cotisation.

#### **Article 12**

Le fonds social du Syndicat se compose :

1. des cotisations annuelles des adhérents et des membres partenaires;
2. des meubles de toute nature et des dons sans affectation spéciale que le Syndicat pourra recueillir ;
3. des biens meubles et immeubles qu'il est autorisé à acquérir ou à gérer conformément à la loi.

#### **Article 13**

Le ou les Trésoriers dirigent les finances du Syndicat et rendent compte de leur état au Conseil d'administration à chaque réquisition de ce dernier et au minimum une fois par an.

### **GROUPEMENTS RÉGIONAUX**

#### **Article 14**

L'Union Nationale est articulée horizontalement en délégations régionales composées des entreprises adhérentes qui ont leur siège social ou leur principal établissement dans la zone territoriale rattachée à l'un des centres régionaux d'ameublement reconnu par le Conseil d'administration.

Leur présidence est assurée par un Président élu par les entreprises adhérentes, conformément à l'article 6.

Le découpage territorial est arrêté par le Conseil d'administration.

#### **Article 15**

Les délégations régionales ont la faculté de se doter de la personnalité juridique par l'adoption de statuts type élaborés par l'Union Nationale.

### **GROUPEMENTS DE SPÉCIALITÉS**

#### **Article 16**

Des groupements d'activités professionnelles dans lesquels les entreprises adhérentes et les membres

partenaires sont regroupées, selon la nature de leur activité, sont créés par décision du Conseil d'administration.

Ces groupements peuvent être administrés chacun par un Président et/ou un Bureau composé de trois à quinze membres, au maximum, élus par les entreprises membres du groupement.

Les groupements de spécialité ont la faculté de se doter de règles de fonctionnement après approbation du Conseil d'administration de l'Union.

Les groupements ont à connaître des problèmes spécifiques de l'activité concernée.

## **ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

### **Article 17**

L'Union Nationale se réunit en Assemblée Générale une fois par an pendant le premier semestre pour examiner tous problèmes professionnels ainsi que la marche de l'Union. Le Trésorier présente les comptes de l'exercice écoulé et le Commissaire aux Comptes fait son rapport et propose à l'Assemblée Générale de donner quitus au Trésorier.

L'Assemblée Générale procède le cas échéant aux élections des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes (en cas d'empêchement de ce dernier, le Conseil d'administration désigne un remplaçant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale).

L'Assemblée Générale peut être réunie en outre chaque fois que le Conseil d'administration le juge utile ou sur demande de la majorité des adhérents.

Elle se compose de tous les adhérents et membres partenaires.

Nul ne peut s'y faire représenter si ce n'est par un autre adhérent muni d'un pouvoir établi sur un imprimé fourni par l'Union.

### **Article 18**

Pour délibérer valablement l'Assemblée Générale devra réunir au moins le quart des adhérents et membres partenaires, présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, il sera procédé à une nouvelle réunion dans la quinzaine suivante. Les décisions seront alors valables, quel que soit le nombre des présents.

Chaque entreprise adhérente et chaque membre partenaire disposent au minimum d'une voix.

Les entreprises ayant versé une cotisation correspondant à un chiffre d'affaires en € :

- égal ou supérieur à 3 millions et inférieur à 6 millions disposent de 2 voix ;
- égal ou supérieur à 6 millions et inférieur à 9 millions disposent de 3 voix ;
- égal ou supérieur à 9 millions et inférieur à 15 millions disposent de 4 voix ;
- égal ou supérieur à 15 millions disposent de 5 voix.

Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés. Seuls peuvent prendre part aux délibérations et aux votes les membres à jour de leurs cotisations.

### **Article 19**

L'ordre du jour est établi par le Conseil d'administration et envoyé avec la convocation au moins quinze jours avant la date prévue pour l'Assemblée Générale.

Tout débat étranger à des questions professionnelles, économiques ou sociales est rigoureusement interdit au sein des Assemblées et Conseils de l'Union.

## **MODIFICATIONS AUX STATUTS ET DISSOLUTION**

### **Article 20**

L'Assemblée Générale ne pourra être convoquée pour modifier les présents statuts qu'à la demande du Conseil d'administration.

La proposition de modification devra être soumise au moins un mois avant la séance. Pour délibérer valablement, l'Assemblée devra réunir au moins le tiers de ses membres présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle et, cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

### **Article 21**

L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Union ou sur sa fusion avec une autre organisation, doit avoir été spécialement convoquée à cet effet et comprendre au moins la moitié plus un des adhérents.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens du Syndicat, conformément à la loi.

Ces commissaires auront les pouvoirs les plus étendus pour liquider le patrimoine syndical dans le sens des directives qui leur seront données par l'Assemblée Générale et dans le cadre des dispositions légales.

## **FORMALITÉS**

### **Article 22**

Tous les pouvoirs sont donnés au Président ou au mandataire de ce dernier pour procéder aux formalités réglementaires.

**JUIN 2010**

*Membres fondateurs de l'UNIFA dont le nom figurait dans la rédaction initiale des statuts : MM. René BLEICHER, Louis BONNIN, Gérard DARET, Henri GRIFFON, Bernard JOLY, J.-B. LACAUX, Robert LÉBOUCHER, Alphonse VEILLAT, André VINCENT.*